

La défense du droit à l'avortement, déclic politique au Texas

Devenue l'an dernier l'héroïne des féministes en s'exprimant pendant onze heures d'affilée pour défendre le droit des Texanes à disposer de leur corps, la sénatrice Wendy Davis est candidate au poste de gouverneur. Elle continue de galvaniser les militant-es des droits des femmes dans l'État du Texas, tandis que les centres IVG ferment les uns après les autres et que les Républicains font la sourde oreille.

Texte: Cécile Fandos • Photos: Mélinda Trochu

Quand la Texane d'origine canadienne Marni Evans a eu besoin d'avorter au mois de novembre dernier, elle a dû chercher une solution de secours en dernière minute. *“J'avais passé l'échographie de rigueur au Texas, respecté le délai de réflexion prévu. Mais la veille de la date programmée pour l'intervention, j'ai reçu un appel du centre IVG pour me prévenir qu'elle ne pourrait pas avoir lieu, du fait de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi restreignant le droit à l'avortement.”*

Après avoir divisé par trois le budget dédié à la planification familiale en 2011 et provoqué la fermeture de vingt centres IVG en deux ans, le Parlement texan a en effet approuvé, l'année dernière, l'instauration de nouvelles limitations au droit à l'avortement. En majorité républicains, les législateurs ont décidé que les médecins pratiquant les IVG devaient pouvoir emmener leurs patientes à l'hôpital le plus proche en cas de problème pendant l'intervention.

La mesure a laissé plus d'une centaine de femmes, dont Marni Evans, sans solution et transformé la trentenaire en

“Pendant des semaines, des femmes ont fait la queue des journées entières afin de témoigner au sujet de l'IVG devant les sénateurs.”

figure médiatique. *“J'avais beau vivre dans le centre-ville à quelques pas du Capitole du Texas où ont été votées ces lois, je n'avais aucune idée de ce qu'il s'y passait. Je suis tombée des nues quand mon rendez-vous a été annulé et j'ai été scandalisée que les responsables politiques de notre État se montrent à ce point sans cœur. J'ai alors suivi mon impulsion et joint des journalistes défendant le droit de choisir. Je suis entrée en contact avec le New York Times en cinq minutes.”*

DE 44 À 6 CENTRES IVG EN TROIS ANS

Marni Evans a aussi témoigné dans le cadre de la procédure judiciaire engagée par les associations de défense des droits des femmes et les centres IVG contre la nouvelle législation. Mais en vain. Bien que les difficultés médicales soient rarissimes lors d'un avortement, le prétexte d'améliorer la sécurité des interventions avancé par les conservateurs a tenu devant les tribunaux et les centres ont continué à fermer.

Car dans le système de santé américain, il n'est pas simple pour un médecin d'être autorisé à exercer dans l'hôpital du quartier. La difficulté à obtenir ces “privilèges d'admission” entraîne une interdiction de fait de pratiquer des avortements et des pans entiers de l'État sont désormais dépourvus de centres IVG.

Lester Minto est l'un des gynécologues qui ne peut plus exercer. *“J'ai procédé à mon dernier avortement dans la vallée du Rio Grande au mois d'octobre”,* indique le professionnel dans sa demeure de Lampasas, au centre du Texas. *“Il est probable que mes patientes doivent main-*

En quelques mots

- Dans l'État américain du Texas, le droit à l'avortement est menacé. Le nombre de centres pratiquant l'IVG risque de tomber à une demi-douzaine pour vingt-six millions d'habitants.
- Il y a un an, le discours-fleuve d'une sénatrice pour défendre les droits des femmes avait donné le signal d'un réveil féministe, mais n'avait pas pu empêcher une loi conservatrice limitant de fait le recours à l'IVG.
- À quelques mois des élections des gouverneurs d'État, les droits des femmes sont devenus un sujet politique crucial.



© Mélinda Trochu

En novembre 2013, Marni Evans a subi les nouvelles limitations au droit à l'IVG. Empêchée d'avorter, la Texane est devenue une figure emblématique en témoignant dans de nombreux médias.

tenant se rendre dans un centre clandestin, estime le médecin. En dehors des urgences hospitalières, il n'y a pas de gynécologue abordable dans la région. Et même s'il y en avait un, mes patientes auraient peur de se rendre à l'hôpital plutôt que dans une clinique spécialisée."

L'IVG reste en effet couverte d'opprobre au Texas et les médecins qui la pratiquent mal vus. "Ostracisé" par ses confrères, ce médecin qui effectuait des IVG par solidarité avec les femmes confie: "Je pouvais faire mon travail car j'avais une arme. En la voyant, les importuns se rendaient compte que je n'aurais pas hésité à m'en servir". Contre les opposants venus manifester devant les centres IVG où il intervenait, Lester Minto a aussi utilisé des crottes de chien spécialement ramenées de son domicile pour être disposées sur la pelouse bordant le centre. Il manie

“La veille de la date prévue programmée pour l'intervention, j'ai reçu un appel du centre IVG pour me prévenir qu'elle ne pourrait pas avoir lieu, du fait de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi restreignant le droit à l'avortement.”

également l'ironie: "En passant devant eux, je les remerciais de leur soutien et de la publicité qu'ils nous faisaient." Seules les restrictions de fonds avaient, jusqu'à présent, pu empêcher le médecin de travailler. Les coupures budgétaires enregistrées par la planification familiale depuis deux ans ont provoqué la fermeture des deux centres IVG où il pratiquait encore il y a un an.

Pour les Reproductive Services d'Harlingen dans la vallée du Rio Grande, c'est l'absence de lien avec les hôpitaux voisins, mais aussi l'anticipation des nouvelles régulations entrées en vigueur à l'automne qui les ont obligés à fermer leurs portes. "Je n'ai pas cherché à obtenir l'autorisation de soigner les patientes dans un hôpital voisin du centre. Notre modeste établissement n'avait pas les moyens d'investir trois à quatre millions de dollars pour répondre aux nouveaux critères de la chirurgie ambulatoire. Nous n'avions personne à qui demander de l'aide", explique Lester Minto.

Même si des réseaux comme Planned Parenthood, l'équivalent américain du Planning familial, ont pu investir dans des centres de ce type en anticipation des nouvelles restrictions, on s'attend à ce que le nombre de centres IVG du Texas tombe à une demi-douzaine d'ici à la fin de l'année – pour plus de 26 millions d'habitants. Seules les agglomérations de Dallas-Fort Worth, Houston, San Antonio et Austin, la capitale, proposeraient encore la procédure.



© Melinda Trochu

Dans ce centre d'Harlingen, le gynécologue Lester Minto procédait à des avortements jusqu'en octobre dernier. Aujourd'hui, le lieu est désespérément vide : il lui manque trois à quatre millions de dollars pour répondre aux nouveaux critères qui permettraient à Lester Minto de continuer à procéder à des IVG.

LA GUERRE CONTRE LES FEMMES

Aussi étendu que l'Allemagne, le Texas est le plus grand État des États-Unis où le mouvement "Pro Life America" (littéralement "Amérique pour la vie") a réussi à faire adopter ses propositions de loi antiavortement. Mais les coupes dans les budgets dédiés à la planification familiale et les restrictions du droit à l'avortement ne sont que l'aspect le plus visible de la "guerre contre les femmes" que les Démocrates accusent les Républicains de mener. Sous l'influence de différents groupes de pression et de leur aile la plus radicale, le Tea Party, les conservateurs se sont aussi illustrés ces dernières années en tentant d'exclure la contraception de l'assurance santé désormais obligatoire, en relativisant la gravité du viol (qui pourrait être "légitime" s'il aboutit à une grossesse, selon un élu républicain du Missouri) ou encore en refusant de renforcer l'arsenal législatif qui sanctionnent les discriminations de genre (l'égalité salariale n'étant pas, pour eux, "une priorité").

“On s’attend à ce que le nombre de centres IVG du Texas tombe à une demi-douzaine d’ici à la fin de l’année – pour 26 millions d’habitants au total.”

Ce sont les femmes qui pâtissent le plus du refus du Texas d'étendre la couverture santé des plus pauvres dans le cadre de la réforme de l'assurance santé. Elles constituent en effet deux tiers des bénéficiaires du programme cofinancé par le gouvernement fédéral et les États. Et ce sont principalement des femmes qui ne peuvent ni bénéficier d'aides publiques pour souscrire une assurance santé, ni être couvertes par le système prévu pour les plus démunis. *“Personne n'aurait parié sur le fait que notre gouverneur Rick Perry refuse d'étendre ce programme. Même à droite, laisser une partie des pauvres sans couverture santé était perçu comme un suicide politique, se souvient la journaliste Andrea Grimes, spécialiste des droits sexuels. Mais on a constaté que les gens qui auraient pu bénéficier de l'extension étaient résignés à ce que le gouvernement ne leur vienne pas en aide.”* Dans cet État qui détient le record national du taux d'abstention, ils n'ont pas protesté. *“Quant au Démocrate moyen, il est probablement furieux de ce refus d'étendre la couverture santé des plus pauvres, suppose Andrea Grimes. Mais encore faut-il qu'il saisisse le problème ! Or, pour le comprendre, il faut qu'il connaisse le seuil de pauvreté à partir duquel on n'est plus couvert par ce programme, qu'il sache que ce seuil ne correspond pas à celui où l'on commence à être couvert par la réforme de l'assurance santé, qu'il puisse chiffrer le nombre de gens que ça impacte...”* Si, en tant que citoyenne américaine,



© Méline Trochu

Brittany Yelverton est responsable de la sensibilisation du public à la cause des femmes au sein de Planned Parenthood of Greater Texas. Le mouvement autour de la défense du droit à l'avortement "a fait prendre conscience aux citoyens de leur poids politique", raconte-t-elle.

on s'engage pour la défense des droits des femmes, "il est plus facile de s'opposer à la fermeture de centres IVG", estime la journaliste.

TOUTES ET TOUS DERRIÈRE WENDY

De fait, quand la législature texane a débattu des nouvelles restrictions à l'avortement l'année dernière, des milliers de féministes se sont rendues au Capitole. "Pendant des semaines, des femmes ont fait la queue des journées entières afin de témoigner au sujet de l'IVG devant les sénateurs. Les militants ont dû garder le silence en assistant au débat. Au dernier jour de la session législative, la sénatrice Wendy Davis [aujourd'hui candidate au poste de gouverneur du Texas, ndlr] a donné un visage à toutes ces personnes qui se sont mobilisées", raconte Brittany Yelverton, responsable de la sensibilisation du public à la cause des femmes au sein de Planned Parenthood of Greater Texas.

Un an après l'opération d'obstruction parlementaire qu'elle a menée contre de nouvelles restrictions du droit à l'avortement, les baskets roses que portait Wendy Davis pour son discours-fleuve sont restées gravées dans les mémoires. C'est la foule massée dans les tribunes du Sénat texan qui, en couvrant la voix du président de séance, a empêché la tenue du vote avant les douze coups de minuit mettant fin à la session législative, deux heures après que la Démocrate a été obligée de conclure son intervention. Mais même si la loi est passée dans le cadre d'une session extraordinaire convoquée à cet effet, ce discours de onze heures, truffé de témoignages de Texanes et portant sur le droit des femmes à disposer de leur corps ainsi que sur les conséquences qu'auraient les fermetures de centres IVG, a galvanisé les féministes. Maintenant qu'elles ne se rendent plus quotidiennement au Capitole pour montrer leur opposition à la nouvelle

législation, elles sont moins visibles. Mais la mobilisation n'est pas retombée comme un soufflé, assure Brittany Yelverton. Les militants et les militantes "sont toujours engagés et passionnés" et le mouvement "a fait prendre conscience aux citoyens de leur poids politique". À l'image de Marni Evans, "de plus en plus de personnes sont poussées dans l'arène politique".

Lors d'un récent meeting de Wendy Davis à Austin, on pouvait en effet voir beaucoup de jeunes gens, tandis que la militante de longue date des droits des femmes Jane Denson assurait qu'elle ne se fatiguait pas de se mobiliser sans cesse pour dénoncer les attaques contre les droits des femmes: "La candidature de Wendy Davis me donne de l'espoir. Je ne suis pas sûre de l'issue de l'élection. Mais je serai toujours volontaire pour soutenir les candidats démocrates, car je me préoccupe de l'accès à la contraception et aux soins médicaux pour les femmes." De leur côté, les plannings familiaux ont également embrassé la campagne de Wendy Davis. "Nous ne donnons pas de consignes de vote, mais nous incitons les gens à s'inscrire sur les listes électorales. Puis, plus près de l'élection, nous nous mobiliserons pour faire voter en donnant la liste des bureaux de vote et en relayant les informations d'associations partenaires. Nous menons aussi un impor-

“Les coupes dans les budgets dédiés à la planification familiale et les restrictions du droit à l'avortement ne sont que l'aspect le plus visible de la “guerre contre les femmes” que les Démocrates accusent les Républicains de mener.”

tant travail de recrutement de militants. Nous étendons notre réseau partout dans l'État, de la vallée du Rio Grande à la région de Beaumont", aux confins de la Louisiane, témoigne Brittany Yelverton.

Le réseau Planned Parenthood s'est doté d'un fonds d'action politique, alimenté par des personnes comme Marni Evans. Il n'est pas sûr que les arguments des féministes convainquent les femmes conservatrices de voter pour Wendy Davis lors de l'élection du gouverneur. Mais 60 % de l'électorat féminin se considère comme non conservateur et la plupart des Texans ne voulaient pas de loi restreignant l'accès à l'avortement, comme en attestent de récents sondages publiés dans le *Texas Tribune*. Le changement pourrait arriver rapidement si les Républicains continuent de faire la sourde oreille. ■